

membre de

## Succès du 3ème week-end national de formation et d'échanges de la Campagne BDS France



Le troisième week-end national de formation et d'échanges de la campagne BDS France qui s'est déroulé à Lyon les 14 et 15 janvier 2012 a été un grand succès.

Plus d'une centaine de militants,

venus de toute la France, se sont retrouvés pour partager des expériences et échanger sur différents aspects de la campagne.

Le succès de la campagne BDS France contre l'entreprise israélienne Agrexco, définie comme cible prioritaire l'an dernier, a été souligné. Les mobilisations citoyennes ont contribué de manière décisive à la mise en liquidation judiciaire d'Agrexco, qui constitue une victoire importante contre la colonisation et l'apartheid. L'année 2011 a aussi été émaillée de plusieurs succès BDS, notamment sur le terrain du boycott culturel.

Lors de ces journées, une douzaine d'ateliers ont permis de souligner l'importance de travailler selon plusieurs axes de mobilisation. En 2012, la campagne BDS France concentrera ses activités sur deux axes majeurs :

- La campagne contre Méhadrin, société israélienne qui exporte massivement des produits des colonies, c'est-à-dire les fruits d'un crime de guerre, en France et en Europe. Objectifs : obtenir le retrait pur et simple de ces marchandises illégales des rayons des grandes chaînes de distribution.

- La poursuite du développement du boycott des institutions universitaires et culturelles, institutions qui jouent un rôle actif dans la politique de colonisation, d'occupation et d'apartheid israéliens. La coopération avec l'Europe dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la culture sont largement utilisés comme une arme politique dont Israël se sert pour redorer son image pendant que cet Etat opprime, dans ces domaines comme dans les autres, les Palestiniens. Ce boycott vise, nous tenons à le rappeler, les institutions et non les individus.

En même temps, la campagne BDS construira les bases du développement du boycott sportif en France, et appuiera la demande palestinienne du BNC représenté par son coordinateur européen Michael Deas en faveur d'un embargo militaire immédiat contre Israël.

Le tribunal Russell a reconnu Israël coupable du crime d'apartheid lors de sa dernière session du Cap en Afrique du sud. Ses conclusions, que son coordinateur Pierre Galand nous a présenté au cours de ce week-end, soulignent une nouvelle fois l'importance d'amplifier la Campagne BDS et sa légitimité face à l'impunité d'Israël.

La médiatisation grandissante de la Campagne BDS, les campagnes de sensibilisation accrues auprès de l'opinion publique et la relaxe des militants poursuivis dans le cadre de leur participation à la Campagne BDS renforcent notre détermination.

2012, une nouvelle année de boycott et de victoires !

Campagne BDS France - [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)  
[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

### SOMMAIRE

p. 1 Succès du 3° week-end BDS France

p. 2 - J. Rancière annule sa conférence à Tel-Aviv

- Qui sommes-nous ?

p. 3 Contre tous les racismes, ici et en Tunisie

p. 4 Non à l'exclusion des femmes musulmanes

## Jacques Rancière annule sa conférence à Tel-Aviv

Jacques Rancière, philosophe politique et éminent intellectuel, professeur émérite à l'Université Paris 8, était récemment invité à l'Université de Tel Aviv, en Israël, pour y donner une conférence publique. La Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) lui a immédiatement demandé d'annuler cette conférence.

Jacques Rancière, comme nous, est "opposé aux sanctions collectives à l'égard de tous les citoyens d'un État et à l'égard de ses chercheurs". Le PACBI, comme le Collectif Palestine Paris 8, l'AURDIP et la Campagne BDS France (Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'apartheid israélien), ne condamne pas le dialogue entre intellectuels de tous les pays, israéliens y compris. Nous accusons, en revanche, l'Université de Tel Aviv comme toutes les autres universités israéliennes, de complicité avec les politiques ségrégationnistes de l'État israélien, mais aussi avec sa politique d'occupation militaire. Nous nous élevons, par conséquent, contre la possibilité que le prestige d'un intellectuel tel que Jacques Rancière serve à une telle institution.

Nous nous réjouissons aujourd'hui que Jacques Rancière ait entendu notre appel et annulé son voyage en Israël. Jacques Rancière rejoint ici une longue lignée d'intellectuels engagés du côté de la Justice et des droits humains, tels que Eduardo Galeano, Arundhati Roy, André Brink, Naomi Klein, Augusto Boal, Vincenzo Consolo, Henning Mankell, John Berger ou Judith Butler. Nous réitérons avec eux notre opposition à toute collaboration avec des institutions culturelles ou universitaires israéliennes, tant que ce pays ne respectera pas le droit des Palestiniens : le droit à leur terre, le droit d'y rentrer pour les réfugiés, et le droit d'y être traités comme les autres.

19 janvier 2012

La Campagne BDS France  
L'AURDIP  
Le Collectif Palestine Paris 8

### Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de l'an 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

– pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,

– pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

# UJFP expression

## Contre tous les racismes, ici et en Tunisie

communiqué commun UJFP-FTCR

**UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX**

الإتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام  
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום



**FTCR**

فدرالية التونسيين مواطني الضفة

3, rue de Nantes 75019 Paris  
Tel/fax : 01 40 34 15 18

ftcr@ftcr.eu  
www.ftcr.eu

FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETÉ DES DEUX RIVES

Ismail Haniyeh, dirigeant du Hamas et Premier ministre à Gaza a été invité en Tunisie. À son arrivée à l'aéroport de Tunis le samedi 7 janvier, parmi les milliers de Tunisiens venus soutenir la Palestine qui l'attendaient, quelques-uns ont scandé des slogans clairement racistes : « il faut tuer les Juifs, c'est notre devoir », « virez les Juifs », « Khaybar, Khaybar, ô Juifs, l'armée de Mahomet est de retour ». Très rapidement ces débordements antisémites ont été diffusés sur de nombreux sites sionistes.

À l'évidence ces slogans racistes ont été proférés par des salafistes et cette mouvance bénéficie d'importants financements venant des monarchies du Golfe.

Le parti Ennahda arrivé en tête aux élections tunisiennes, a dénoncé ces slogans antisémites « contraires à l'esprit de l'islam ». Les protestations en Tunisie sont très nombreuses. Ismaïl Haniyeh a déclaré : « nous ne sommes pas contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, notre problème est avec ceux qui occupent la terre de Palestine. Les Juifs sont partout dans le monde et Hamas ne les vise pas ».

Peu de temps avant, le 22 décembre, Silvan Shalom, vice-Premier ministre israélien originaire de Tunisie, avait exhorté les Juifs tunisiens (ils ne sont plus qu'un millier) à émigrer en Israël. La réponse des représentants de cette communauté, reçus par les plus hauts dirigeants tunisiens, a été claire : "nous sommes tunisiens et comme tous les Tunisiens, nous aimons notre pays" et "il n'y a pas de sionistes en Tunisie".

La FTCR (Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives) et l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix)

- ▶ réaffirment leur soutien au processus révolutionnaire en cours en Tunisie et aux droits du peuple palestinien.
- ▶ dénoncent les propos antisémites et les appels au meurtre entendus à l'aéroport de Tunis.
- ▶ dénoncent tous ceux qui voudraient diviser le peuple tunisien sur des critères religieux ou raciaux.
- ▶ réaffirment la nécessité de lutter contre toutes les formes de racisme et notamment l'islamophobie et l'antisémitisme

14 janvier 2012

**Plus de textes, plus d'infos**

Sur [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

# UJFP expression

## Non à l'exclusion des femmes musulmanes de la société

Le projet de loi que vient d'adopter le Sénat, majoritairement à gauche, visant à interdire aux femmes musulmanes portant un foulard l'accès à la profession d'assistante maternelle, y compris à domicile, est indigne. Il rappelle les heures les plus sombres de notre histoire, quand il s'agissait de proscrire les Juifs de certaines professions ou de faire des colonisés des sujets asservis et privés de droits.

Alors que la loi sur la laïcité de 1905 et la Déclaration universelle des droits de l'homme garantissent la libre expression, y compris dans l'espace public, des convictions religieuses, ce projet de loi s'inscrit dans une logique d'exclusion des Musulmans et, plus particulièrement des Musulmanes.

La liste commence en effet à être longue des mesures d'exception prises contre les femmes musulmanes : loi de 2004 qui lance la chasse aux jeunes filles portant un foulard (ou un bandana, un turban, une casquette) et/ou une robe jugée trop longue dans les collèges et les lycées ; loi d'interdiction du port du voile intégral dans les espaces publics ; résolution votée par l'UMP en 2011 réclamant l'extension du principe de neutralité, et donc notamment l'interdiction du port du foulard, à tout collaborateur du service public, à l'ensemble des structures privées des secteurs social, médico-social et de la petite enfance et estimant souhaitable la possibilité, pour toute entreprise, d'encadrer les pratiques et tenues « susceptibles de nuire à un vivre ensemble harmonieux » ; volonté d'exclusion des mamans portant un foulard de l'accompagnement des sorties scolaires, avec à la clé des enfants bouleversés, ne comprenant pas pourquoi leurs mères se voient interdire de telles sorties ; maires refusant de procéder à un mariage si la future mariée persiste à garder son foulard...

Sous couvert de laïcité et de défense des droits des femmes, ces mesures reviennent de fait à barrer aux femmes portant un foulard la possibilité de toute expression dans la société, à les reléguer dans la sphère privée, hors de la vie commune. A chaque fois, c'est bien l'Islam qui est visé. A aucun moment en effet, les gouvernements qui se sont succédés n'ont vraiment songé à révoquer le statut religieux particulier de l'Alsace-Moselle, à interdire l'accès aux prisons aux religieuses, à remettre en cause le financement des établissements catholiques ou à interdire le port d'une croix ou de la kippa sur les lieux de travail.

Pour l'UJFP, l'islamophobie, ça suffit. Nous nous élevons de toutes nos forces contre toutes les lois et mesures aux relents coloniaux et racistes qui, au mépris du vivre ensemble, stigmatisent et discriminent une partie de la population et visent à faire de certains de nos concitoyens des citoyens de seconde zone, soumis à des lois spécifiques, revenant ainsi au traitement séparé des populations cher aux nostalgiques des colonies.

Bureau national de l'UJFP le 20-01-2012

NOM: _____	Prénom : _____
Adresse : _____	
Code Postal : _____	VILLE : _____
Téléphone fixe : _____	Téléphone mobile : _____
FAX : _____	
Adresse e-mail : _____	
<input type="checkbox"/> Je souhaite être informé des activités de l'UJFP	
<input type="checkbox"/> Par e-mail en m'inscrivant sur la liste de diffusion des sympathisants de l'UJFP	
<input type="checkbox"/> Par courrier postal en m'abonnant au bulletin UJFP-Info au tarif de 10 € pour 10 numéros	
<i>(Ci-joint un chèque)</i>	
<input type="checkbox"/> Je souhaite (ré)adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque à l'ordre de l'UJFP de :	
<input type="checkbox"/> 50 € (membre actif)	
<input type="checkbox"/> plus de 50 € (membre de soutien)	
<input type="checkbox"/> 10 € (chômeurs et précaires)	

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 26 25 97 33  
e-mail: [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org)

Directeur de publication: A. Rosevègue

.....  
imprimerie spéciale **Participation aux frais libre**